

M. Baldwin: Dites la vérité. Parlez-nous franchement.

M. Gillespie: Avant de nous engager plus avant dans le débat, peut-être serait-il utile que je consigne certains chiffres. Certains oppositionnels ont donné à entendre que, selon le rapport de l'Agence internationale de l'énergie de l'OCDE, le Canada, l'année dernière, accusait une hausse de sa consommation d'énergie alors que tous les autres pays accusaient une baisse. Je soutiens qu'il s'agit là d'un choix de statistiques assez particulier, car j'invite les députés à se reporter à la page 2 du rapport de 1973-1974 qui indique que la consommation globale d'énergie primaire au Canada a augmenté de 5.5 p. 100. Par contre, en 1974-1975, il signale une baisse de la consommation globale d'énergie primaire de 1.9 p. 100. Aussi est-il totalement faux de prétendre, comme on le fait dans l'opposition, qu'il n'y a pas eu de baisse de notre consommation d'énergie l'année dernière.

M. Baldwin: Je l'ai entendu faire ce rapport à Strasbourg—il était convaincant.

M. Gillespie: Il se peut que les oppositionnels n'aient choisi à dessein que le secteur de l'essence. Dans ce cas, ils ont raison. Il est tout à fait vrai que la consommation d'essence au Canada a augmenté l'année dernière, soit de 4.6 p. 100 de 1974 à 1975. Mais pour équilibrer la situation, il faudrait ajouter que notre consommation de fuel domestique a baissé de 6.9 p. 100 au cours de la même période.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): L'hiver dernier a été doux.

M. Gillespie: Et la consommation d'électricité a baissé de 15.3 p. 100.

Je ne veux pas dire que le peuple canadien peut s'en attribuer beaucoup de mérite. Mais je soutiens que nous avons commencé à économiser l'énergie. Pour l'ensemble des produits pétroliers, je le répète, la consommation a connu par rapport à l'année précédente une baisse d'environ 1.9 p. 100.

Un certain nombre de critiques ont été faites au cours du débat aujourd'hui. On a reproché au gouvernement de ne pas avoir de programme, de n'avoir rien fait.

Une voix: Très juste.

M. Gillespie: Les députés reconnaîtront que ce sont là des exagérations extravagantes.

Des voix: Bravo!

M. Gillespie: Ce sont des accusations faites pour la galerie et qui n'ont aucune substance.

Des voix: Bravo!

Une voix: C'est un spectacle honteux.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Des exhortations, sans plus.

M. Gillespie: Plusieurs députés ont laissé entendre que l'Agence internationale de l'énergie avait reproché au Canada d'avoir lancé une campagne de publicité inefficace ou d'avoir créé un office de conservation de l'énergie sans pouvoir.

Des voix: Bravo!

M. Gillespie: J'entends le député de Peace River (M. Baldwin), assis en face de moi, dire «Très juste».

M. Baldwin: Je n'ai pas dit un mot.

Énergie—Conservation

M. Gillespie: C'est consigné au hansard.

M. Baldwin: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je n'ai pas dit «Très juste». Si j'avais eu quelque chose à dire, j'aurais dit que le gouvernement a tort.

M. Gillespie: Permettez-moi de vous lire ce que dit, en fait, le rapport.

M. Gillies: A la page 10.

M. Gillespie: A la page 9. Le député de Don Valley (M. Gillies) s'en étonnera peut-être, mais voici ce qu'on dit:

Il est évident que le Bureau de la conservation de l'énergie constitue une force non négligeable. Il a, avec beaucoup d'imagination et d'énergie, mis en œuvre un programme d'information du public. Les autres pays membres de l'Agence pourraient analyser certaines de ses initiatives avec profit. Il a déjà bien des réalisations à son actif. Ainsi, il a réussi à exiger que, pour tout programme financé par le gouvernement fédéral, la consommation d'énergie soit indiquée.

Il me semble que les députés d'en face ne se sont pas donné la peine de lire la partie du rapport de l'Agence internationale de l'énergie consacrée au programme canadien.

On a dit que nous étions critiqués . . .

M. Gillies: J'invoque le Règlement. Monsieur l'Orateur, je me demande si le député accepterait de lire le dernier paragraphe qui résume toute la page 10 du rapport afin de replacer la question dans son contexte?

Des voix: Règlement!

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, quand j'aurai fini de parler, je serai très heureux de répondre à une question du député, s'il désire m'en poser une.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Lisez la page 10, Alastair.

M. Gillespie: Je voudrais rappeler aux députés que, s'ils avaient pris le temps et la peine de consulter notre budget supplémentaire . . .

M. Baldwin: Nous n'avons pas manqué de le faire.

M. Gillespie: Je suis ravi de le savoir, car les députés trouveront dans ce budget supplémentaire un article de plus de \$2,500,000 consacré à de la publicité sur le programme, approuvé par l'agence internationale de l'Énergie.

M. Baldwin: Quel libéral a obtenu ce contrat?

M. Gillespie: Je voudrais apporter un certain équilibre dans ce débat et lire un passage du rapport de l'Agence où elle critique le gouvernement canadien.

Bien que certains secteurs importants de l'économie canadienne, qui sont grandement tributaires de l'énergie, aient visiblement pris des mesures pour réduire les coûts unitaires de l'énergie (l'aluminium en est un exemple frappant), on doute que la politique canadienne en matière de fixation des prix corresponde aux intérêts bien compris du Canada, en fonction d'un programme sérieux de conservation. Même si l'on tient compte des arguments relatifs à l'avantage comparatif, l'écart entre les prix canadiens de l'énergie et les cours mondiaux semblerait trop grand.

● (2120)

C'est là une observation très sérieuse à laquelle devrait réfléchir tous les Canadiens et les députés. Il me semble que l'opposition, et surtout les conservateurs, devrait y réfléchir sérieusement. Je me demande si le député de Don Valley (M. Gillies) par exemple, accepterait la proposition du rapport selon laquelle nous aurions dû